

Deux gaspillages :

pays riches, pays pauvres.

Ignacy Sachs *

En économie de marché l'optique du producteur ne conçoit de gaspillage que dans deux cas : soit lorsque le producteur choisit mal ses procédés de production et utilise plus de matériaux et de main-d'œuvre qu'il n'aurait fallu pour élaborer son produit ; soit lorsqu'il analyse mal les possibilités du marché et sa marchandise ne se vend pas. La production se faisant en vue du profit, l'usage que font les acheteurs de la marchandise ne concerne pas le producteur. Comme ses décisions sont par ailleurs prises dans un système de prix donnés, les producteurs ont naturellement tendance à remplacer des matériaux chers par d'autres meilleur marché, et sont prêts même à modifier fondamentalement leur technologie pour ce faire. Il faut attendre un bouleversement de la structure des prix ou une situation de pénurie pour se rendre compte de l'existence d'alternatives moins consommatrices de ressources. Mais à ce moment-là joue l'inertie de l'appareil de production et ce qu'on pourrait appeler le dynamisme conservateur des intérêts acquis par tel ou tel groupe de producteurs. L'exemple de la crise du pétrole est par trop connu pour qu'on doive y insister.

Le concept de gaspillage ne prend son véritable sens que dans une optique sociale et finaliste, lorsqu'à la lumière d'une échelle de valeurs explicitée par rapport à des objectifs sociaux bien déterminés, il devient possible de juger le bien-fondé de l'allocation de ressources. On dira alors qu'il y a gaspillage chaque fois que des ressources rares sont utilisées à la production de produits jugés superflus. Et, symétriquement, on parlera de gaspillage lorsque des ressources abondantes ou potentiellement abondantes ne sont pas valorisées moyennant la production de biens et services jugés essentiels. Bien entendu, une telle définition du gaspillage évoque d'emblée toutes les controverses sur la détermination des besoins humains. Il s'agit d'une question complexe de caractère à la fois éthique et culturel, les nécessités perçues comme telles variant en fonction de facteurs objectifs et historiques.

* Directeur du CIRED (Centre International pour la Recherche sur l'Environnement et le Développement - France).

Une société « acquisitive »

Il me semble quand même qu'à des fins opérationnelles il soit possible d'identifier assez précisément à la fois certaines productions superflues et certains besoins indéniables. Tous les habitants de cette planète ont le droit de manger à leur faim, d'assurer à leurs enfants une nourriture convenable de façon à éviter les malformations cérébrales, d'habiter sous un toit décent, d'être protégés contre les maladies contrôlables en l'état de nos connaissances actuelles, d'avoir l'accès à l'éducation. A l'opposé, les 200 milliards de dollars dépensés annuellement en armements constituent sans aucun doute une ponction impardonnable sur les ressources disponibles. Il ne fait non plus aucun doute que les sociétés industrielles ont développé des formes de consommations à la fois artificielles et superflues ; ces consommations pèsent non seulement sur le bilan de certaines ressources, mais ce qui est plus grave, par leurs effets destructeurs sur l'environnement, elles comportent un coût additionnel en ressources qui n'est pas comptabilisé. A la limite, les pollutions et les dégradations de l'environnement, puis le rejet thermique pourraient mettre en cause les équilibres écologiques globaux, altérer le climat et le régime des océans et par-là affecter le cycle de reconstitution des ressources dites renouvelables dont dépend l'avenir de l'espèce humaine.

Produire sans cesse pour inciter les changements de la mode, accélérer le rythme des innovations techniques, absorber une quantité de plus en plus grande de ressources physiques, tout cela relève des intérêts du système de production. Il est permis de douter si la société « acquisitive » qui en découle assure le bonheur de la minorité affluente qui y participe. Ce qui est certain, par contre, c'est qu'elle fait le malheur de la majorité misérable des habitants de la planète qui, privés de l'accès aux ressources, ne sont pas en condition de pourvoir à leurs nécessités les plus élémentaires. Quel gaspillage des ressources humaines que celui constitué par le chômage apparent ou déguisé au Tiers-Monde. Ces gens-là sont

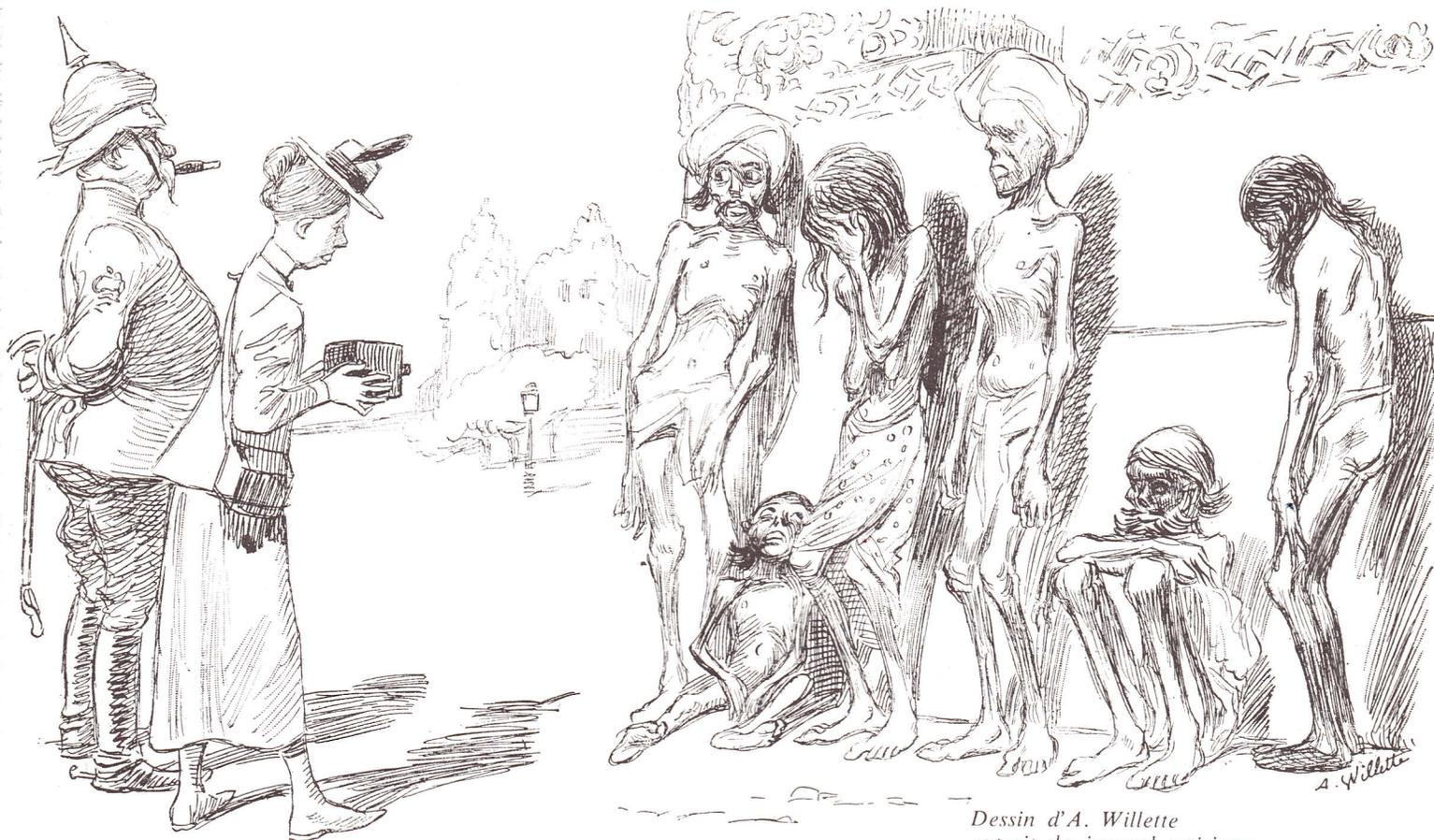
réduits à la malédiction de l'oisiveté forcée qui est le contrepoint tragique de la civilisation des loisirs. Gaspillage doublement répréhensible parce qu'il comporte une dimension morale - il y va de la dignité humaine foulée - et il s'agit là d'une ressource qui ne se stocke pas : les vies humaines passent. L'accès aux ressources et à la richesse est si mal réparti que les ruraux du Tiers-Monde n'arrivent même pas à utiliser leur temps de travail disponible pour produire la nourriture nécessaire à leur subsistance. Plus exactement, ils essayent de le faire, en luttant pour la survie, à l'aide de techniques rudimentaires et du lopin de terre dont ils disposent. Le plus souvent ils finissent par le surutiliser et par-là à le détruire à travers l'érosion.

Le paradoxe du monde où nous vivons, c'est donc que la mal-distribution des richesses provoque simultanément le gaspillage sur les deux pôles de la société. Les riches surconsomment et drainent de cette façon la grande majorité des ressources disponibles ; ils le font par surcroît en utilisant très mal de vastes espaces de terres potentiellement agricoles. Les pauvres sous-consomment et, acculés par la misère, ils surutilisent les rares ressources auxquelles ils ont accès. La lutte contre le gaspillage apparaît ainsi indissolublement liée à celle contre la misère et contre la mauvaise gestion de l'environnement.

Dans les pays industrialisés, elle suppose avant toute autre chose un effort sérieux en matière de redéfinition des structures de consommation au sens le plus large de ce terme, les services collectifs devant se substituer à certaines consommations individuelles (par exemple en matière de transport), l'accroissement des consommations non matérielles (et du hors-marché) prenant nettement le dessus sur l'expansion des consommations matérielles, tout au moins celles des groupes riches.

Progrès et obsolescence

En même temps, un effort sérieux et particulièrement difficile s'impose en matière de modulation du taux d'obsolescence des produits durables et des équipements. Si, d'une part, il faut pri-



LA FAMINE AUX INDES

Dessin d'A. Willette
 extrait du journal satirique
 « Le rire », 1900.

vilégier des produits plus robustes, destinés à servir plus longtemps, moyennant un entretien systématique dont l'organisation pourrait contribuer à la création d'emplois, d'autre part, il ne faut pas oublier que le progrès technique, soumis au contrôle social, et subordonné à la réalisation d'objectifs bien définis par la société, implique un certain rythme de remplacement des équipements. Dans certains domaines, il peut même s'avérer désirable que le taux d'obsolescence soit accéléré, de façon à permettre d'accéder à des techniques nouvelles conçues de façon à ménager les ressources rares et/ou dangereuses pour l'environnement, en utilisant à leur place des ressources potentiellement abondantes et pouvant être produites dans des conditions écologiquement favorables... (c'est le cas des habitations).

La mise en place de ces techniques nouvelles axées sur une meilleure utilisation des ressources renouvelables et la récupération des déchets va exiger un effort de recherche très important orienté par des procédures d'évaluation des techniques d'un type nouveau.

Si à ces trois volets nous ajoutons le postulat d'une localisation judicieuse des activités, l'espace étant, en dernière instance, la ressource limitée et exigeant de ce fait une gestion très consciente du long terme, c'est tout un projet de société nouvelle qui doit se forger. Ce besoin est encore plus pressant pour les pays sous-développés qui, plus que jamais, se voient dans l'impossibilité de répéter le chemin parcouru par les pays industrialisés ; ce qui, somme toute, vu les problèmes auxquels nous sommes confrontés, peut s'avérer un avantage, le seul dont ils disposent, l'histoire ne

livrant jamais de modèles à suivre, mais des antimodèles à dépasser. Dans les pays du Tiers-Monde, c'est une véritable mobilisation qui s'impose pour parvenir à satisfaire dans des délais relativement courts les besoins fondamentaux de l'ensemble de la population. Les solutions apportées seront certes très différentes de celles qu'ont connues les sociétés industrialisées, mais la réflexion pour les dégager comporte les mêmes facettes : économie des ressources rares et beaucoup d'imagination dans la mise en valeur des ressources abondantes, c'est-à-dire au premier chef la main-d'œuvre et la matière végétale. Pour de nombreux pays, la capacité naturelle de photosynthèse constitue la plus grande richesse en puissance, pourvu que nous sachions utiliser les espèces végétales pouvant être produites en abondance sur le sol et dans l'eau. L'impasse dans laquelle semble se trouver la « révolution verte » du fait de la dépendance sur l'utilisation massive d'énergie fossile, d'intrants industriels et de systèmes d'irrigation, souligne la nécessité d'un tournant en matière de recherche agrobiologique sans qu'il soit permis de bercer des espoirs excessifs pour des solutions immédiates.

A l'échelle planétaire

Mentionnons enfin la dimension internationale de la lutte contre le gaspillage, la misère et la dilapidation du patrimoine de la nature. Le ménagement des ressources et la gestion rationnelle de l'environnement à l'échelle planétaire exigent une modification radicale de la géographie des activités industrielles et leur déplacement progressif vers les pays du Tiers-Monde où se trouvent les ma-

tières premières ; des sources sous-utilisées d'énergie non polluantes, des espaces relativement vides et une main-d'œuvre abondante à la recherche de travail. La crise de l'énergie a amorcé un début de relocalisation de certaines activités industrielles. Mais, étant donné qu'elle se fait surtout en fonction des besoins d'importation du pétrole par les pays industrialisés, il est à craindre qu'elle n'aboutisse à une marginalisation encore plus grande dans l'économie mondiale des pays les plus déshérités, les pauvres dépourvus de pétrole où vit la majorité des habitants du Tiers-Monde. Par ailleurs, dans les pays industrialisés se manifeste en même temps un courant d'opinion en faveur d'un repli sur eux-mêmes de l'ensemble des pays industrialisés, moyennant un effort d'exploitation accélérée de toutes les ressources énergétiques et minières de l'hémisphère nord, même au prix d'un risque d'atteinte grave aux équilibres écologiques. Il ne fait aucun doute que cette tendance mènerait aussi à une échéance plus ou moins brève à une confrontation politique avec le Quart-Monde (le Tiers-Monde marginalisé). Le double jeu de la croisée des chemins à laquelle nous nous trouvons actuellement, c'est donc la création d'une société capable de soutenir un processus de développement fondé sur une utilisation rationnelle des ressources où il n'y aurait pas de place pour le gaspillage, et l'aménagement d'un ordre international nouveau conduisant à une interdépendance accrue entre tous les pays de cette planète. L'alternative, c'est la course vers le désastre écologique à terme et l'affrontement, voire le conflit entre le Nord et le Sud.

I. S.